

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ

Rue de la Prade - ZI de Cantaranne
BP 3201
12850 Onet-le-Château

Code AIOT : 0006802467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ implanté Rue de la Prade - ZI de Cantaranne parcelles 22,23,27,60,61,64,67,68,106,107,130 sect BV 12850 Onet-le-Château. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ
- Rue de la Prade - ZI de Cantaranne parcelles 22,23,27,60,61,64,67,68,106,107,130 sect BV 12850 Onet-le-Château
- Code AIOT : 0006802467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère de Rodez se situe sur la zone industrielle de Cantaranne sur le territoire de la commune d'Onet-le-Château. Le site existe depuis 1962.

L'activité consiste en la collecte et la transformation du lait (fabrication de lait et de crème, fabrication de fromages).

L'effectif global sur le site est d'environ 270 salariés.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale Rétention
- Équipement sous pression
- Rejets atmosphériques
- REACH

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
4	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
5	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
9	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8
10	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 9
11	Contrôle de la liste des équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III
12	Contrôle de la situation régulière de l'équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I
13	Contrôle des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
14	Contrôle des requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : En ce qui concerne les produits chimiques, le site possède 2 cuves de 50 m ³ de soude et d'acide nitrique ainsi que de nombreuses substances conditionnées (fûts, GRV, bidons). Chacune des cuves possède sa propre rétention au volume adapté. Les autres produits conditionnés sont stockés dans des fosses, selon leur nature (acide, base, désinfectant) faisant office de rétention dont le volume est adapté aux quantités stockées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : L'inspection a vérifié les rétentions des cuves de soude, d'acide nitrique et des produits chimiques conditionnés (fûts, GRV, bidons). Les cuves de soude et d'acide nitrique sont en ouvrage maçonné, en bon état et exempt d'eau pluviale ou d'encombrement. Les produits chimiques conditionnés sont stockés dans des fosses maçonnées faisant office de rétention. Ces fosses sont dans un bâtiment, en bon état et sans encombrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Par échantillonnage, l'inspection s'est focalisée sur les produits stockés en cuve (soude et acide nitrique) et sur les substances dangereuses ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• OXONIA ACTIVE : inflammable + comburant• AseptoStar : Toxicité aiguë pour le milieu aquatique, Catégorie 1 + Toxicité chronique pour le milieu aquatique, Catégorie 2• TOPAZ CL4 : Danger à court terme (aigu) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 + Danger à long terme (chronique) pour le milieu aquatique, Catégorie 2 L'inspection constate que les cuves de soude et d'acide nitrique disposent chacune de leur rétention dédiée. Selon sa FDS, l'OXONIA ACTIVE est incompatible avec : Bases, Matières organiques L'inspection constate que l'OXONIA ACTIVE est stocké dans la fosse dédiée au désinfectant. Selon sa FDS, AseptoStar est incompatible avec : Acides L'inspection constate que l'AseptoStar est stocké dans une fosse dédiée au désinfectant de machine de traite. Selon sa FDS, TOPAZ CL4 est incompatible avec : Acides L'inspection constate que le TOPAZ CL4 est stocké dans la fosse dédiée aux bases.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Sur site, seuls la soude et l'acide nitrique sont transportés par tuyaux depuis les cuves (l'ensemble formé des 2 cuves et de leur rétention constitue la centrale soude/acide) jusqu'aux ateliers. Au niveau de la centrale soude/acide, l'inspection constate que la tuyauterie en inox est en bon état. L'exploitant explique que la centrale soude/acide fait l'objet d'un contrôle visuel quotidien ainsi que d'un plan de contrôle annuel. De plus, les niveaux des produits sont suivis en temps réel. Ainsi, une surconsommation, symptomatique d'une fuite sur le réseau, entraîne l'arrêt automatique du système. Enfin, l'exploitant a présenté les plans des réseaux de soude et d'acide nitrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none">— est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers,ou ; — est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi. <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/ tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne comporte pas de "stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent."</p> <p>Toutefois, le confinement des eaux incendie est prescrit à l'établissement au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/12/2019.</p> <p>Ainsi, en cas d'incendie, l'exploitant est en mesure de couper le réseau d'eaux usées et de pomper les eaux vers un réservoir dédié d'un volume de 250 m³.</p> <p>Pour le personnel, une procédure explique les actions à mettre en œuvre pour confiner les eaux d'extinction.</p> <p>De plus, à chaque point d'obturation (par ballons ou vannes) la procédure est affichée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant est en mesure de présenter un état des stocks des substances présentes sur site. L'ensemble des FDS sont accessibles sur le réseau informatique de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant possède une consigne de gestion de crise mentionnant l'obturation du réseau pluvial en cas d'accident. Il existe aussi une consigne pour le dépotage de la centrale soude/acide. Enfin, l'inspection a constaté l'affichage des consignes de sécurité au niveau de la centrale soude/acide avec, entre autres, les actions à réaliser en cas de fuite, les règles de sécurité, les numéros d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p> <p>II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse</p>
Constats : <p>Pour les deux chaudières du site (16,6 MW et 13,6 MW), l'exploitant a présenté les rapports de l'APAVE du 12/10/2023 et du 19/04/2023 avec les analyses des paramètres suivants : débit, O₂, NO_x, CO.</p> <p>Les analyses ont été réalisées par APAVE EXPLOITATION France, Agence de Clermont-Ferrand. Cet organisme est bien cité par l'Arrêté du 9 juin 2023 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>Les rapports mettent en évidence le débit des rejets et les analyses des teneurs en O₂, CO et NO_x. Le combustible utilisé est du gaz naturel, les mesures de SO₂ et de poussières ne sont donc pas exigées par la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques					
Prescription contrôlée : VLE Chaudière 16,6 MW					
PARAMETRES	DEBIT (Nm³/h) (0)	VALEUR LIMITE (mg/m³)	FLUX HORAIR E (g/h))	AUTO- SURVEILLANC E	NOMBRE DE CONTRÔLES RÉALISÉS PAR UN ORGANISME AGRÉÉ OU SPÉCIALISÉ
CO	18400	100 (1)	1840	Non	1 fois tous les 2 ans
NO _x (exprimés en NO ₂)	18400	225 120 (1)	4140 2208 (1)	Non	1 fois tous les 2 ans

Constats :

Le rapport met en évidence des rejets conformes pour le Monoxyde de carbone et les Oxydes d'azote en concentration et en flux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 9					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques					
Prescription contrôlée : VLE Chaudière 13,6 MW					
PARAMETRES	DEBIT (Nm³/h) (0)	VALEUR LIMITE (mg/m³)	FLUX HORAIR E (g/h))	AUTO- SURVEILLANC E	NOMBRE DE CONTRÔLES RÉALISÉS PAR UN ORGANISME AGRÉÉ OU SPÉCIALISÉ
CO	15100	100 (1)	1510	Non	1 fois tous les 2 ans
NO _x (exprimés en NO ₂)	15100	150 120 (1)	2265 1812 (1)	Non	1 fois tous les 2 ans

Constats :

Le rapport met en évidence des rejets conformes pour le Monoxyde de carbone et les Oxydes d'azote en concentration et en flux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle de la liste des équipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a présenté un fichier informatique référençant l'ensemble des ESP du site avec leurs références, caractéristiques, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle de la situation régulière de l'équipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui [...] comprend [...] : <ul style="list-style-type: none">- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
Constats : Pour chaque ESP, l'exploitant tient à jour un registre papier avec l'ensemble des éléments de suivi (PV d'épreuve, comptes-rendus d'inspection, attestations...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle des inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
Constats : <p>Par échantillonnage, l'inspection a consulté le registre de l'équipement "déshuileur-compresseur 1". L'inspection périodique a été réalisée le 01/02/2022 et conclut à l'état satisfaisant de l'équipement.</p> <p>Le compte rendu met en évidence une période de 48 mois pour la prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle des requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.</p> <p>Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : <p>Par échantillonnage, l'inspection a consulté le registre de l'équipement "déshuileur-compresseur 1". Le contrôle des requalifications périodiques a été réalisé le 21/09/2017 et conclut à la requalification positive de l'équipement.</p> <p>Le compte rendu met en évidence une période de 10 ans pour la prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite